

Pass sanitaire/prêtre assassiné : les collisions dangereuses



L'assassinat du prêtre Olivier Maire par un individu en situation irrégulière à Saint-Laurent-sur-Sèvre a déclenché de vifs échanges entre Marine Le Pen et Gérald Darmanin sur Twitter. Alors que le gouvernement doit faire preuve d'autorité sur la question de la mise en place du pass sanitaire, ce meurtre ne rend-il pas difficilement crédible la fermeté affichée par l'exécutif ?

Avec Arnaud Benedetti

Atlantico : Suite à l'assassinat du père Olivier Maire par un individu en situation irrégulière, Marine Le Pen et Gérald Darmanin se sont écharpés sur Twitter. Le second a expliqué à la première que « cet étranger n'était pas expulsable malgré son arrêté d'expulsion tant que son contrôle judiciaire n'était pas levé », sans préciser que l'obligation de quitter le territoire français datait d'avant sa mise en examen pour l'incendie de Nantes. Les personnalités politiques sont-elles incapables de donner les faits dans leur globalité ? Alors que le gouvernement doit faire preuve d'autorité

dans la mise en place du pass sanitaire, ce tragique fait divers ne rend-il pas difficilement crédible la fermeté affichée par l'exécutif ?

Arnaud Benedetti : C'est une vieille technique. Ils présentent les faits au prisme de leurs intérêts argumentatifs. Et là, évidemment, le ministre de l'Intérieur qui sur-communique depuis des mois sur sa capacité à restaurer la sécurité et à lutter contre toutes les formes de violence est heurté de plein fouet par un drame qui condense toutes les pathologies françaises, bureaucratiques et idéologiques, lorsqu'on aborde la question du régalien, de l'immigration et de l'insécurité. Tout le monde parmi les responsables politiques, administratifs, judiciaires se réfugie derrière le totem de l'Etat de droit pour in fine justifier ce qui aux yeux de l'opinion s'apparentera à une impuissance caractérisée. Conclusion philosophico-pratique de cette tragédie : l'Etat est plus enclin à s'assurer de la conformité à des logiques procédurales, aussi bavardes que techniques, que d'assumer sa mission anthropologique première de protection. Le ministre de l'Intérieur, comme le Président de la République, à l'instar au demeurant de leurs prédécesseurs sont confrontés ainsi à une impasse structurelle qui dit l'échec du politique en général et de leur politique en particulier. C'est toute l'affirmation de la fermeté que Darmanin prétend incarner qui est mise à mal, sans compter que cela redit la faiblesse stratégique du macronisme sur le régalien. Alors pour essayer de masquer cette défaite, la communication opère comme une ligne Maginot rhétorique pour justifier l'injustifiable, en s'appuyant sur une sophistique aussi pathétique qu'inefficace. À l'artifice des mots et au kafkaïsme des procédures la réalité oppose un démenti cinglant. Pour nombre de nos concitoyens, l'Etat n'est plus maîtrisé, pas plus qu'il ne se maîtrise, et qu'il ne maîtrise les menaces auxquelles la société est confrontée.

Alors que l'élection présidentielle de 2022 se profile, doit-on s'attendre à ce que la recherche de coup de communication se substitue à l'élaboration de discours argumentés et complets ?

Emmanuel Macron use de la communication à gorge déployée pour mimer le volontarisme. Son élection, qui reposait sur une perturbation sans précédent du jeu électoral avec les démêlés médiatico-judiciaires de François Fillon et la panique du mainstream sociologique confrontée aux poussées populistes, s'est construite autour d'un artefact communicant "le nouveau monde" qui n'avait d'autre objectif que de permettre à toutes les vieilles forces les plus conservatrices de ces quarante dernières années de garder le pouvoir. Je l'ai écrit en 2018 dans mon ouvrage "Le coup de com' permanent". Cela reste vrai aujourd'hui à huit mois de l'élection présidentielle. À la différence que le Président sortant doit nous raconter une nouvelle histoire. La Covid lui en offre l'opportunité avec l'événementiel du "passe-sanitaire" qui est tout autant l'expression d'un incroyable désarroi que la manifestation d'une scène qui permet de susciter l'idée de l'action, qui plus est de l'action protectrice. Le paradoxe c'est que pour ce faire il s'adosse à cette même bureaucratie qui entrave pour une part le containment du phénomène "insécuritaire" et sur un usage du droit à front renversé puisque ici le droit autorise à s'autonomiser d'un certain nombre de principes en matière de libertés publiques et d'égalité. Cet attachement à géométrie variable à l'Etat de droit selon qu'il vous sert à justifier l'inaction ou selon que l'on peut en faire l'économie au nom d'un intérêt sanitaire supérieur,

légitimé au demeurant par des évaluations scientifiques dont on a mesuré la fragilité depuis un an, constituerait sans doute un redoutable angle d'attaque pour les oppositions parlementaires si ces dernières ne tremblaient pas à l'idée de rompre avec la pensée conforme et à s'extraire d'une communication dont le but est de s'efforcer de se différencier à la marge mais tout en se gardant bien de pas sortir de l'ajustement au politiquement correct. Un naufrage en quelque sorte, dont pourraient tirer partie des offres plus hétérodoxes, à condition de régler la communication sur le politique et non la politique sur la communication.

Savoir tourner un discours à son avantage fait évidemment partie de l'arsenal d'une campagne. Comment savoir où se trouve la limite entre habileté et insincérité ?

La sincérité en politique est un sujet qui mériterait en soi une thèse. Elle est inévitablement indexée sur la dynamique des événements. De Gaulle est-il sincère quand il crie "Vive l'Algérie Française" à Mostaganem en 1958 ? Cela ne l'empêche pas d'avoir des convictions qui dépassent néanmoins ses propres ambitions personnelles parce que ces dernières se confondent avec une vision de la France. Il ne s'inscrit pas dans une finalité de conservation du pouvoir; la preuve c'est qu'à deux reprises en 1946 et 1969, il décide de se retirer. Ce qui n'exclut pas chez lui une habileté dans l'exercice politique. Aujourd'hui l'habileté l'emporte d'abord ; mais c'est une demi-habileté qui préserve à court terme le champ politique mais qui à moyen terme est tellement visible qu'elle érode en profondeur la légitimité du politique. La colère des gilets jaunes, celle des "anti-passes" se manifeste en dehors des cadres de représentation politique. L'abstention massive aux élections aussi confirme ce processus de désappariement citoyen. Beaucoup de politiques n'ont retenu du machiavélisme que la leçon sur la conservation du pouvoir, oubliant que le Florentin exalte aussi la "virtu", c'est-à-dire le courage et l'énergie pour résister aussi et contourner la fortune, le fatum, la soumission à des processus indépassables. Machiavel ne dit pas que tout est possible politiquement, il admet la force des circonstances, mais il explicite que le Prince qui réussit est celui qui en détourne pour une part le cours. Aujourd'hui nombre de politiques se contentent de n'être plus que les greffiers de phénomènes qu'ils jugent insurmontables : la globalisation entre autres, mais aussi des règles dites de droit qui entament par exemple la capacité de l'Etat à protéger, quand ce ne sont pas des règles comptables qui minent la fonction stratégique de l'Etat. Jamais finalement le politique a été aussi peu machiavelien, nonobstant les apparences.